



LA PROTECTION SOCIALE MALADE DES PLANS D'AUSTERITE IL EST URGENT D'AGIR !

Malgré les promesses de campagnes et les luttes menées avant 2012, le gouvernement en place, dans la lancée de la mandature Sarkozy-Fillon, continue à remettre en cause le système de protection sociale à la française.

Attaquant dernièrement la branche famille de la sécurité sociale, il modifie à nouveau les avantages fiscaux attribués aux familles : diminution du quotient familial et suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité (les familles considérées ayant des revenus imposables à partir de 2800 euros mensuels pour un couple actif). Pour les enfants nés à partir du 1er avril 2014, diminution de 50% pour l'allocation de base servie dès le premier enfant jusqu'à 3 ans (-92 euros/mois) et uniformisation du Complément de Libre choix d'activité (-84 euros/mois). Le projet de réduire la durée maximale du congé parental de 6 mois si les deux parents ne se le partagent pas, sous prétexte d'augmenter le nombre de congés pris par les pères pour diminuer les inégalités femme-homme, participera à la réduction des droits de la branche famille dans cette période d'austérité.

Concernant, la branche retraite, le gouvernement a mené une première attaque avec l'accord signé sur les régimes complémentaires ARRCO et AGIRC. Il entérine une désindexation des retraites par une évolution du point inférieur à l'inflation sur une période de 5 ans, ce qui réduit, de fait, le pouvoir d'achat des retraités. Mais les débats qui vont s'ouvrir d'ici peu, sur la base du rapport Moreau, vont déboucher sur une réforme encore plus nocive pour les salariés. Dans les propositions avancées, on retrouve la poursuite de l'allongement de la durée d'assurance, la modification du calcul de la pension des fonctionnaires, la désindexation généralisée des pensions, l'augmentation de la CSG pour les retraités, etc. En résumé : une nouvelle baisse des pensions !

Pour finir, dans la branche santé, le gouvernement ne revient pas sur les politiques menées ces dernières années, notamment les lois TD2A et HPST. Suppression d'emplois, restructurations, fermetures d'établissements et de services hospitaliers, sociaux et médico-sociaux : cela impacte de manière néfaste les délais d'attente et les conditions d'accueil des patients, en créant de véritables déserts médicaux. Dépassements d'honoraires, franchises, déremboursements et forfaits médicaux : on assiste à la marchandisation de la santé et du social et à la spéculation de prédateurs financiers sur la santé et le vieillissement de la population au détriment des usagers.

Pour la FERC CGT, une autre politique de protection sociale est possible ! La protection sociale doit être basée sur les cotisations sociales, partie intégrante du salaire socialisé des salariés. Ce qui signifie qu'elles doivent être augmentées (notamment la part dite « patronale »), et que les exonérations doivent être supprimées voire remboursées.

La FERC CGT appelle à l'ensemble des salariés et retraités à participer à la manifestation nationale* du 15 juin 2013 à Paris, 13h Place de la Bastille.

**Certaines UD organisent des déplacements en car.*